



*Acteurs Publics 3 novembre 2014 – Sylvain HENRY*

## **ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES : POURQUOI LES FONCTIONNAIRES DOIVENT ALLER VOTER**

**POUR LA PREMIERE FOIS DANS L'HISTOIRE DE LA FONCTION PUBLIQUE, LES 5,4 MILLIONS DE FONCTIONNAIRES ET CONTRACTUELS SONT APPELES A VOTER LE MEME JOUR, LE 4 DECEMBRE, DANS LE CADRE D'ELECTIONS PROFESSIONNELLES A HAUTS RISQUES. [...]**

ALLEZ VOTER ! C'est le message martelé depuis des mois par Marylise LEBRANCHU à chacun de ses déplacements et à chacune de ses rencontres avec les fonctionnaires. Pendant que les syndicats mènent campagne tous azimuts jusque dans les hôpitaux, les collectivités et les services de l'État les plus reculés, l'heure est à la mobilisation générale pour les troupes de la ministre de la Fonction publique : **le 4 décembre, quelque 5,4 millions de fonctionnaires et d'agents contractuels sont appelés à voter pour la première fois simultanément** pour choisir les représentants qui siégeront pendant quatre ans dans les comités techniques, les commissions administratives et autres commissions consultatives paritaires, soit **quelque 22 000 instances représentatives** qui détermineront la composition des instances supérieures de la fonction publique.

Un défi d'organisation et un rendez-vous phare, **dont le taux de participation dira beaucoup sur la crédibilité et la légitimité des organisations syndicales à porter à l'avenir la voix des agents publics.** "Nous avons besoin de syndicats forts, représentatifs et légitimes", répète à l'envi la ministre, comme pour enrayer par le discours la lente perte d'influence que subissent les organisations depuis deux décennies [...] et la baisse régulière de la participation aux scrutins professionnels (54,6 % seulement de participation aux comités techniques des trois fonctions publiques depuis 2008). [...]

### **Changement de règles**

Les règles du jeu ont changé. "La représentativité des syndicats de fonctionnaires est désormais fondée sur les résultats des élections professionnelles, précise l'universitaire Dominique ANDOLFATTO. Il n'y a plus de présomption de représentativité." **Les plus petites organisations qui obtiendront un nombre trop faible de voix ne disposeront plus de sièges dans les principales instances.** [...]

La moitié des moyens de fonctionnement accordés par l'État est désormais réservée aux seuls syndicats ayant obtenu 10 % des voix dans les instances locales et 6 % au niveau d'un ministère. De ces élections découleront donc les locaux, les crédits d'heures et autres décharges de service attribués. [...] En clair, certains petits syndicats risquent leur peau sur cette élection.

Au-delà des enjeux financiers et de représentativité, les résultats pourraient rebattre les cartes des rapports de force syndicaux. Les écarts sont certes assez nets pour l'ensemble de la fonction publique suite aux scrutins de ces dernières années [...], ils sont en revanche beaucoup plus serrés dans le versant État. [...]

Plus généralement, **le scrutin du 4 décembre va consacrer la place centrale de la négociation dans la fonction publique.** Les accords de Bercy prévoient que dorénavant, l'ensemble des sujets concernant la vie professionnelle et sociale des agents sont ouverts à la négociation. Une culture pas encore tout à fait assimilée par les organisations, habituées depuis des lustres à discuter des consignes et réorganisations venues d'en haut.

C'est donc tout le paradoxe de cette élection : rarement les syndicats [...] n'ont eu autant l'occasion d'exister et de s'exprimer. Et pourtant, leur aura en déclin n'a plus rien à voir avec celle de l'après-guerre, lorsqu'ils jouaient un rôle essentiel dans la reconstruction du pays, ou même avec celle des années 1980 et 1990.

[...]

### **La barre des 50 %**

[...]

Plus généralement, la baisse d'influence syndicale liée au contexte salarial difficile pour les agents publics – gel du point d'indice, forte réduction des enveloppes catégorielles jusqu'en 2017 – interpelle. Le monde syndical, qui ne recueille que **15 à 20 % d'adhésion au sein des personnels**, est-il aujourd'hui en capacité de canaliser la protestation sociale ? Pas sûr, lorsque l'on constate l'inexorable montée des mouvements politiques extrêmes ces dernières années dans la fonction publique, jusqu'à récemment "épargnée" par cette tendance.

[...]

*"Les agents qui se sentent exclus se retrouvent dans la protestation pure et simple et ne prendront pas la peine de voter, parce qu'ils estiment que cela ne sert à rien",* appuie Suzanne MAURY, qui redoute *"un mouvement éruptif"* dans le secteur public sur lequel les syndicats n'auraient aucune prise.

Un scénario noir pris très au sérieux par le gouvernement, d'où le discours de reconnaissance et de considération de Marylise LEBRANCHU à l'égard des syndicats.

**Le taux de participation du 4 décembre sera donc un sérieux indicateur. À moins de 50 %, préviennent nombre d'observateurs, la crédibilité du dialogue social aura beaucoup de plomb dans l'aile.**